

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## Sous le prétexte de l'enlèvement du Baron Empain

# QUADRILLAGE POLICIER ET MANIPULATION DE L'OPINION

L'enlèvement du baron Empain a fourni au gouvernement et à la police française l'occasion de mettre sur pied un quadrillage policier sans précédent.

Déjà, il y a quelques mois, une première avait

tions avaient été visitées. Le quadrillage et le contrôle policiers s'étendent maintenant de Paris à la province.

Parallèlement, la télévision, la radio, la presse braquent tous les feux de l'ac-

une occasion d'entraîner sa police à l'exercice d'une répression massive que, dès aujourd'hui, elle envisage pour faire face, plus tard, à une crise grave.

Cela permet également de faire passer dans les

les criminels. Il faut que les citoyens dénoncent les criminels ».

Telles ont été les paroles crapuleuses du ministre de la Justice à la sortie du conseil des ministres, mercredi.



Dans une rue de Paris...

eu lieu. L'enlèvement de Schleyer avait été suivi par le quadrillage d'une partie de l'est de la France. Mais aujourd'hui, tout cela est dépassé. Qu'on en juge : depuis lundi dernier, plus de 350 000 véhicules ont été fouillés par la police, et ceci dans l'illégalité la plus totale, puisque l'Assemblée avait refusé de voter une loi permettant à la police de fouiller les voitures.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été contrôlées. Mercredi soir, la télévision annonçait que 12 000 habita-

tuauté sur l'enlèvement et justifient les opérations de police qu'ils essaient de rendre aussi impressionnantes que possible.

Il semble que le pouvoir à chaque enlèvement ou crime profite de l'émotion que lui-même et la presse pourrie soulèvent pour, systématiquement, jeter brutalement des milliers de policiers armés dans les rues et faire contrôler des milliers et des milliers de personnes.

Tout ceci est conforme aux plans répressifs de la bourgeoisie, qui trouve là

mœurs la présence des flics partout et leur contrôle comme naturel.

Des personnes ont été contrôlées quatre fois ou plus en une seule journée en début de semaine.

### L'OPINION MANIPULÉE

Peyrefitte, comme il l'avait déjà fait au moment de l'enlèvement de Schleyer, a lancé des appels à la délation, à la dénonciation pour que la population prenne part à la chasse et collabore avec la police. Il a même fait l'éloge de la délation : « Il faut la délation pour

Evidemment, la presse bourgeoise n'est pas en reste. Ainsi le « Figaro » du 25 janvier, dans un article, en profite pour exiger la guillotine : « Yves Maupetit et les ravisseurs du baron Empain ne se sont jamais rencontrés, ils n'ont peut-être aucun point commun. Nous nous proposons de leur en trouver un : la guillotine ». Le matraquage de la télé, de la radio, de la presse pourrie, le mélange des affaires Maupetit et Empain, les opérations policières ont pour but de susciter une psychose de peur.

(Suite page 5)

A L'OCCASION DU 10<sup>e</sup>  
ANNIVERSAIRE DU PARTI  
COMMUNISTE MARXISTE LÉNINISTE  
DE FRANCE

## MEETING

Organisé par l'Humanité rouge  
LE 27 JANVIER A 20h30  
A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF. La campagne politique de 1978.

## La venue de Houa Kuo-feng en France annoncée

Au cours du compte-rendu de son voyage en Chine, qu'il a fait devant le conseil des ministres, mercredi, à Paris, le premier ministre Barre a annoncé que le gouvernement avait invité le président du Parti communiste chinois, Hua Kuo-feng, à se rendre en France et que celui-ci avait accepté l'invitation.

La visite du président chinois, dont on ne connaît pas la date, sera précédée par celle de Ku Mu, vice-premier ministre, chargé des affaires

économiques, et de Huang Hua, ministre des Affaires étrangères.

L'annonce de la visite de Hua Kuo-feng en France constitue pour nous un événement important et extrêmement positif.

Cette visite permettra un renforcement de l'amitié du peuple de France et du peuple chinois et témoigne du succès de la politique de front uni, impulsée par la République populaire de Chine, contre les visées hégémoniques des superpuissances USA et URSS.

## Les réussites du plan Barre

Les moyens d'information proches du gouvernement se sont félicités à l'annonce de la hausse des prix pour décembre. Celle-ci serait officiellement de 0,3 %. De là à annoncer que la crise s'éloigne, il

n'y a qu'un pas. On sait que le chômage diminue lui aussi, ou pour être plus précis, que les chiffres officiels sur le chômage diminuent, ce qui n'est pas la même chose.

(Suite page 5)

Alors que les marxistes-léninistes  
avancent dans l'unification

## Scission chez les trotskystes de l'OCT

Depuis le week-end dernier, le groupe trotskiste « Organisation communiste des travailleurs » (OCT) s'est scindé en deux.

Les trotskistes, comme les sociaux-démocrates (PS-PSU) sont organisés en plusieurs tendances au sein même de leur organisation. C'est un élément qui permet d'expliquer (comme pour le PSU) les scissions qu'ils connaissent continuellement.

Cette fois, c'est le groupe minoritaire, appelé « courant A » (34 % des mandats au congrès de novembre 1977) qui a décidé de quitter l'OCT. Déjà, dès avant le congrès, un groupe de militants, pour la plupart membres de l'ex-gauche ouvrière et paysanne (une des organisations constitutives de l'OCT) les avait quittés ! Depuis le congrès, d'autres avaient également suivi !

Nous reviendrons plus en détail sur cette question dans une prochaine édition.

Les différentes sectes trotskistes sont complaisamment présentées par la bourgeoisie comme étant soi-disant « l'extrême-gauche »,

ou « les révolutionnaires ».

Or, leurs conceptions idéologiques, politiques et organisationnelles social-démocrates, leur soutien « révolutionnaire » à la bourgeoisie de gauche les placent objectivement dans le même camp.

Le camp des révolutionnaires, c'est celui qui regroupe tous ceux qui s'opposent à la bourgeoisie tant de droite que de gauche. C'est d'ailleurs ce qu'ont compris certains militants de l'OCT qui, par exemple, dans une localité, ont décidé de soutenir la campagne de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (elle-même soutenue par le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml).

Alors que les trotskistes se divisent à l'infini, les deux organisations marxistes-léninistes avancent dans l'unification pour donner à la classe ouvrière l'arme la plus précieuse dont elle a besoin : un parti marxiste-léniniste unique.

# L'Allemagne de l'Est en crise

La publication, au début du mois, d'un virulent Manifeste oppositionnel a accentué la crise que traverse le régime est-allemand depuis déjà longtemps. L'autorité de Honecker s'effrite et on parle de son remplacement par un autre dirigeant moins discrédité.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1971, Honecker a recouru à une vaste campagne démagogique pour juguler le mécontentement populaire latent. Il veut essayer d'éviter que n'éclate, en RDA, une révolte comme celle des ouvriers polonais, en 1970.

Il a tenté d'engager la RDA dans la voie de la « société de consommation » à l'occidentale, en important de grandes quantités de produits occidentaux depuis les blue-jeans jusqu'aux voitures de tourisme. Mais ceci s'est vite retourné contre lui. D'une part, les inégalités sociales sont apparues encore plus nettement : tandis que les

nouveaux bourgeois peuvent avoir tout ce qu'ils veulent, les travailleurs, eux, doivent toujours faire la queue pour avoir une paire de chaussures, attendre six ans pour avoir une voiture, se contenter d'un café de la pire qualité, etc.

D'autre part, les importations de marchandises occidentales ont considérablement aggravé la dette extérieure de la RDA - environ 35 milliards de francs actuels. Et ces relations commerciales croissantes avec l'Allemagne de l'Ouest ne sont pas vues d'un bon œil par le Kremlin qui les considère comme une manifestation d'indépendance tout à fait inacceptable...

et qu'elle se tiendrait tranquille. Les incidents du 7 octobre dernier ont montré que l'effet a été inverse : jamais l'État social-fasciste ne s'est heurté à une lutte violente aussi déterminée de la part des jeunes.

Suite à tous ces échecs, la direction du parti révi-

siomiste se trouve dans l'impasse. Des secteurs de plus en plus larges de la population se lancent dans la lutte ouverte contre elle, sans plus craindre les représailles, et dénoncent sa politique antipopulaire, fasciste et pro-social-impérialiste.

## Le problème de fond

Le problème de fond qui est au centre de la crise, c'est la domination et le pillage soviétique en RDA. Les nouveaux bourgeois n'ont à la bouche que

pressurer indéfiniment le peuple pour le compte du social-impérialisme - et pour son propre compte - sans risquer une flambée de révolte. D'un côté, elle

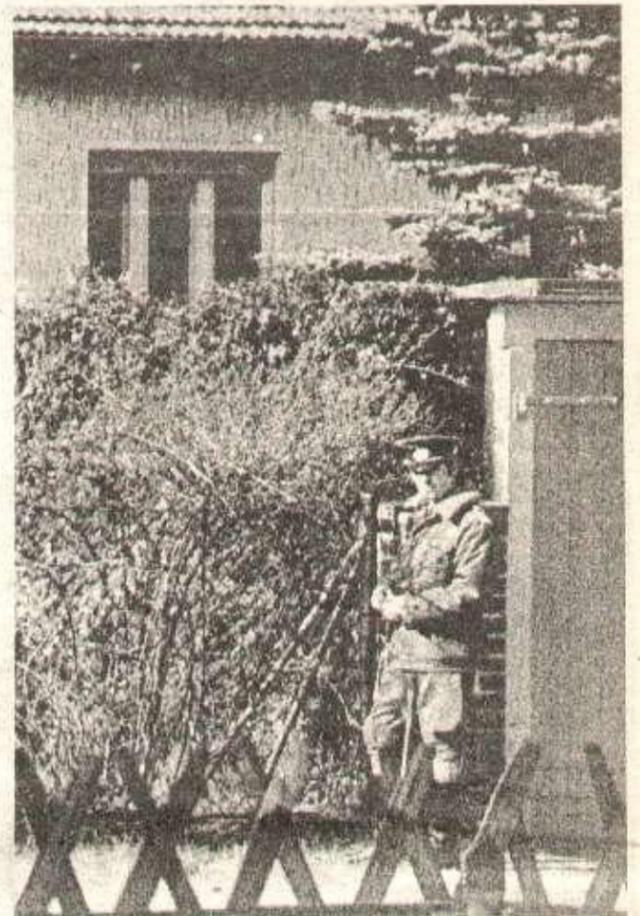


Le nouveau café pour le peuple : 40 % de café seulement ; 53 F le kilo, de la pissette imbuvable.

des mots d'« amitié avec le pays frère soviétique », mais derrière cette façade, il y a la réalité.

La nouvelle bourgeoisie est-allemande fait payer aux travailleurs le prix de l'asservissement à l'URSS, mais elle sait qu'elle ne peut

a donc intérêt à ne pas satisfaire entièrement l'appétit soviétique. Mais de l'autre, elle sait que, face au peuple, les chars russes sont le meilleur garant de sa dictature. Et de toute façon, l'URSS n'accepterait pas, sans coup férir, de



Flic posté en permanence devant la maison du dissident Havemann en résidence surveillée depuis quinze mois.

## Libéralisme et répression

Dans le domaine de la culture, Honecker a, pendant un temps, fait mine d'être libéral. En 1972, il a dit : « Dans la culture, il n'y a pas de tabou pourvu que l'on parte du point de vue du socialisme ». Aussitôt, des écrivains ont pris ces belles paroles au pied de la lettre : des œuvres un peu critiques ont été publiées, comme la pièce de théâtre « Les nouvelles souffrances du jeune W. », qui dépeint la misère psychique d'un jeune travailleur. Et cela a fait boue de neige, si bien que les

autorités ont été bientôt confrontées à un flot d'œuvres critiques. En 1976, elles ont cru y mettre un terme par la répression, mais le seul effet en a été la radicalisation immédiate de l'opposition intellectuelle : la plupart des grands écrivains est-allemands se sont retrouvés dans le camp des « dissidents ».

Vis-à-vis de la jeunesse aussi, Honecker a usé de toute sa démagogie : il a fait importer et produire quantité de disques de musique-pop, pensant que la jeunesse s'en contenterait

### ● Maroc

Les étudiants et lycéens de Rabat ont déclenché mardi une grève des cours dans les établissements d'enseignement public à l'occasion du 5e anniversaire de la suspension de l'UNEM (Union nationale des étudiants du Maroc). Le mouvement a également touché d'autres grandes villes du Maroc. Les étudiants réclament la levée de l'interdiction de l'UNEM, suspendue par le gouvernement le 2 janvier 1973.

### ● Allemagne de l'Ouest

Suite à la rupture des négociations entre le patronat et les dockers, un mot d'ordre de grève a été lancé pour le mercredi matin. Les 20 000 dockers des ports maritimes de Hambourg, Brême, Brake, Emden, Lübeck, Cuxhaven, réclament une augmentation de salaire de 9 % assortie de primes allant de 13 à 15 % du salaire.

### ● Algérie

Cinq sociétés françaises installées en Algérie ont été nationalisées lundi par le gouvernement algérien. Il s'agit de GTE, entreprise de génie civil industriel employant 2 600 personnes, de « Sif Bachy », travaillant pour l'hydraulique, d'Interfor Cofor, autre entreprise d'hydraulique et de « Cometra », entreprise de travaux publics et enfin, de la SAE entreprise de génie électrique, de pompage et de canalisation. Ces cinq entreprises étaient parmi les dernières sociétés françaises au capital entièrement français encore installées en Algérie.

### ● Etats-Unis

Les négociations entre le syndicat des mineurs de la côte est des Etats-Unis et les propriétaires des mines ont été rompues mardi. Les 166 000 mineurs en grève depuis le 6 décembre dernier, pourraient ainsi battre le ré-

cord de leur plus longue grève d'après-guerre, 59 jours en 1971.

Les industries et les compagnies d'électricité commencent à paniquer face à la prochaine pénurie de charbon. Les mineurs connaissent la force et ils ne sont pas prêts à céder pour des pédales.

### ● Corne de l'Afrique

Le Front de libération de la Somalie occidentale a de nouveau affirmé la présence de soldats cubains auprès des troupes éthiopiennes et a fait savoir qu'il en avait capturé un certain nombre. Ces soldats auraient été faits prisonniers lors des combats qui se sont déroulés il y a quelques jours autour de Harrar.

Un bon nombre de Cubains auraient été tués au cours des récents accrochages.

### ● Tchécoslovaquie

Zdenek Mlynar, ancien secrétaire général du Parti tchécoslovaque, et Jiri Pelikan, ancien directeur de la télévision tchécoslovaque, ont lancé mardi à Madrid un appel à « toutes les forces socialistes et démocratiques » européennes en faveur du retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie et de la libération de tous les prisonniers politiques.

M. Mlynar, qui vit actuellement en exil à Vienne, a notamment affirmé que la répression en Tchécoslovaquie ne s'exerçait plus par détentions massives, mais par une surveillance personnelle et une discrimination constante à l'égard des contestataires. En 1970, a-t-il dit, un demi-million de militants ont été expulsés du parti.

Depuis, ils ne peuvent plus voyager à l'étranger et leurs enfants n'ont pas accès à l'université.

### ● Timor oriental



Des combattants du Fretilin.

Le ministre de l'Information et de la Sécurité nationale de la République démocratique de Timor oriental a fait savoir par le biais de la radio de Timor que les forces armées du Fretilin poursuivaient avec succès leur lutte contre les troupes d'occupation d'Indonésie.

Début décembre, les forces armées patriotiques ont attaqué un point d'appui indonésien à Besilau tuant 17 soldats indonésiens détruisant trois véhicules militaires et capturant quantité de matériel

de guerre. Le 7 décembre, un hélicoptère a été abattu dans la région de Turiscari, au sud de Dili, la capitale de Timor oriental.

Le 22 décembre, les forces armées du Fretilin ont repoussé une offensive indonésienne dans les montagnes de l'Est.

Analysant la situation de Timor, le ministre a expliqué : « Tant que le peuple se bat les armes à la main, il triomphera. La victoire n'est qu'un problème de temps ».



## Les brochures de l'APN

### Une lettre d'un lecteur

Chers camarades,

Juste un mot pour vous indiquer à mon tour le succès de la brochure « Quand ils sont au pouvoir ». J'ai pu la proposer à de nombreuses connaissances proches ou éloignées de nous et à des gens de toutes classes et couches sociales : travailleurs, employés, enseignants, femmes de ménage, femmes au foyer, membres de ma famille. En fin de compte, elle a été un outil important pour expliquer notre ligne. La crise dans la gauche pose de si nombreuses questions que ceux qui lui faisaient confiance nous écoutent avec intérêt.

C'est un grand encouragement. Ceux à qui j'ai vendu la brochure me disent qu'une autre plus axée sur le PS serait aussi bien accueillie, avec l'historique de ce parti. Certains proposent aussi une brochure rassemblant tous les cas d'exclusion des syndicats et se terminant par notre conception du syndicat. Autant de propositions à étudier.

Soyons offensifs pour la vente de notre presse, les résultats sont toujours encourageants pour nous et redonnent espoir à de nombreux travailleurs.

Une camarade de Rennes.

Sont encore disponibles :

- La crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne (par Lucien Nouveau) - prix 2,50 F.
- Les travailleurs et le logement (par Jean Nestor) - prix 3 F.
- Les cris de la Commune (par Annie Brieu) - prix 3 F.
- 19 mars 1977 : 106e anniversaire de la Commune - Manifestation et meeting Humanité rouge - prix 5 F.
- Quand ils sont au pouvoir : les dirigeants du PCF contre les travailleurs (documents et témoignages) - prix : 5 F.
- Citroën, bague capitaliste : de la révolte à la lutte organisée - prix 5 F.
- La Chine restera rouge - Délégation des communistes marxistes-léninistes de France dirigée par Jacques Jurquet en décembre 1976 - prix 5 F.
- Mao Tsé-toung vit (poème de Cahoussaq Massi) - prix 2 F.
- Zaïre (par des communistes marxistes-léninistes zaïrois) - prix 3 F.
- Le peuple turc face aux deux superpuissances (documents des revues Aydinlik et Halkin Sesi) - prix 5 F.

Ces brochures sont à commander à : APN Éditions, BP 279 - 75866 Paris Cédex 18.

## MOUNKIKI

La nouvelle chanson antillaise

Samedi 28 janvier à 20 h  
à Sevrans (Seine-St-Denis)

Salle des fêtes,  
9 avenue Gabriel Peri

La fête antillaise commence à 18 h

## Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

	quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)		30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)		90 F	180 F
Six mois (132 Nos)		180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel			
Un mois		35 F	70 F
Trois mois		105 F	210 F
Six mois		210 F	420 F

## • Grenoble

# CAMPAGNE RACISTE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

Le président de la Chambre de commerce de Grenoble s'est livré au début janvier à des déclarations racistes dans la presse locale. Ces déclarations ont soulevé des protestations de la communauté des travailleurs immigrés de Grenoble et de nombreux démocrates et antiracistes.

Pour cet individu, 20 % d'immigrés seraient inscrits au répertoire des métiers. Les immigrés se livreraient en effet, d'après lui, à toutes sortes de manœuvres destinées à empêcher les Français d'acquiescer un commerce. « Lorsqu'un artisan ou un commerçant met en vente son affaire, il voit une affluence d'immigrés envahir son commerce en

cherchant par n'importe quel moyen à décourager un éventuel acheteur français ».

Le président raciste de la Chambre de commerce poursuit : « Pour les commerçants européens qui veulent rester en place, il est impossible de continuer à travailler dans de telles conditions ».

Il insinue, par le biais

d'un exemple invérifiable (des jeunes filles de 15 ans se seraient prostituées dans un café), que les cafés, tenus par des immigrés, seraient des lieux de prostitution.

Il accuse les gérants de commerce immigré de ne pas respecter les horaires et les règlements légaux. Les immigrés seraient aussi responsables de la mauvaise circulation dans certaines rues.

Bref, on serait en train de « céder Grenoble aux Algériens ». Finalement, les immigrés seraient la cause des difficultés des commerçants français de Grenoble.

Ces accusations s'accompagnent de menaces. « Réagir comme eux ont fait par rapport aux Français d'Algérie ? », le président raciste ne rejette pas cette solution. En la proposant, il se pose en victime. « Nous serions traités de racistes. Laisser à l'abandon nos commerces ne seraient pas courageux et je ne l'admettrais pas. Nous n'hésiterions pas à passer à l'action si... »

A ces accusations, un artisan-peintre, M. Mebrouk Cherrad, a répondu, dans la presse également, en démentant l'appropriation des commerces dont sont accusés ses compatriotes algériens.

En tout, affirme-t-il, les travailleurs immigrés respectent les lois du pays. Il insiste sur le fait que les commerçants immigrés ne peuvent pas se permettre des infractions à la loi et aux règlements sous peine de se vouer à la ruine. Il affirme que les services de contrôle qui font leur service avec compétence, n'ont jamais constaté de tels faits ni porté de semblables accusations. Quant aux « actions » auxquelles le président raciste serait prêt à se livrer, « nous appelons ce genre d'action "les ratonades" ».

M. Cherrad, enfin, affirme que les travailleurs immigrés vivent dans un climat amical avec les Français et que ces déclarations ne représentent que l'opinion d'une minorité.

## • Creil

### DECLARATION DU PERE DE MOHAMED BOUBAYA

Le 24 décembre 1977, Mohamed décédait à l'hôpital Lariboisière, nous avons rencontré sa famille qui nous a raconté cette affaire en détail. La mort de Mohamed reste un peu un mystère car bien des points sont obscurs. Monsieur Boubaya, le père de Mohamed, nous dit : « Je reste sans réponse à ces questions. Pourquoi mon fils envoyé par l'infirmerie de son usine à l'hôpital se retrouve-t-il au commissariat ? Pourquoi a-t-on dit qu'il était ivre alors qu'une prise de sang révèle le contraire ? Pourquoi mon fils est marqué au visage ? Pourquoi avons-nous été prévenu 18 heures plus tard de son hospitalisation ? Pourquoi est-il impossible de retrouver les affaires qu'il portait ? Mon fils entre à l'hôpital de Creil le 20 décembre vers 22 h 45, de là il se retrouve à la police puis à l'hôpital de Creil et transporté à Paris où il meurt le 24 décembre. Voilà cette affaire pour laquelle j'attends la vérité ».

Aujourd'hui encore, la mort d'un travailleur immigré cela suffit. L'Amicale des Algériens est décidée à éclaircir cette affaire pour qu'elle ne passe pas aux dossiers oubliés. Soutenons nos frères immigrés, cette affaire sera mise au grand jour. Nous la populariserons et soutiendrons cette famille. Comment la bourgeoisie ose-t-elle frapper les travailleurs jusqu'à leur mort ? Mohamed travaillait comme peintre à Chausson, sérieux, sobre, un certificat le prouve, le chef du personnel reconnaît en lui un ouvrier sans problème, alors qu'un journal le trouve menaçant. Une affaire peu claire, beaucoup de mensonges, mais la vérité éclatera.

Apportons notre soutien à la famille de Mohamed Boubaya.

## • Tihange (Belgique)

### Contamination à la centrale

Plusieurs dizaines de personnes ont été contaminées à la suite d'une grave avarie qui s'est produite le 13 janvier à la centrale nucléaire franco-belge de Tihange entre Namur et Liège, sur la Meuse à 90 km de Bruxelles.

Selon l'association écologique « les Amis de la terre », l'accident a eu lieu au moment où l'on commençait le refroidissement du réacteur en vue de procéder au remplacement annuel d'une partie du combustible nucléaire. Une vanne de contrôle directement en contact avec la cuve du réacteur aurait laissé échapper de l'eau contaminée.

Cette eau aurait libéré des éléments radioactifs dont le plus important quantitativement est l'iode 131.

Les appareils de mesure n'auraient rien signalé le jour-même. Ce n'est que le lendemain qu'a été constatée une concentration en iode très dangereuse (neuf fois supérieure à la limite d'alerte). Tous ceux qui travaillaient ce jour-là auraient été fortement contaminés.

Les employés contaminés ont été envoyés en traitement au centre de décontamination de Mol puis envoyés chez eux.



## DEUX EXEMPLES DE DISCRIMINATION RACIALE

Dernièrement, trois couples parmi lesquels deux Tunisiens habitant en Suisse à Genève, désiraient passer leur soirée dans un dancing le « Macumba » à Saint Julien (Haute Savoie).

A l'entrée de ce dancing, le portier interdit aux Tunisiens d'entrer. L'un d'eux a raconté à des journalistes ce qui s'était passé :

« La femme suisse de mon ami tunisien a insisté pour entrer avec son mari. Le portier l'a prise par le bras et l'a éjectée. J'ai alors dit au gardien, qu'il fallait être lâche pour s'en prendre à une femme. Il s'est jeté sur moi. Un deuxième nous a tous aspergés de gaz lacrymogène et, pendant que je me protégeais le visage de mes deux mains pour éviter d'être aveuglé par le gaz, le directeur m'a bourré de coups-de-poings et donné un coup de pied dans le bas-ventre. Un troisième employé sortait un matraque et ils nous ont poursuivi jusqu'aux voitures avec un chien-loup ».

Les deux Tunisiens ont déposé à la gendarmerie de Saint Julien une plainte contre le propriétaire du « macumba » pour violation de la loi anti-raciste de 1972 et pour l'agression dont ils ont été victimes.

Mais les gendarmes ont déclaré que si, dans la boîte en question, des incidents surviennent, si des coups pleuvent, c'est que les clients l'auront cherché !

Mais il y a bien d'autres cas, entre autres, dans la banlieue parisienne : la cafétéria du magasin Viniprix est interdite aux jeunes immigrés. Des vigiles sont à l'entrée pour les empêcher de rentrer. Cela se passe à Vitry.



## COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA FEDERATION GENERALE DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT CFDT

### Car contre poids lourd, la nuit du 22 janvier UN ACCIDENT ?

Les conditions de travail des conducteurs routiers marchandises et voyageurs sont encore, selon toute vraisemblance, à l'origine du terrible accident, car contre poids lourd, qui s'est produit la nuit de samedi à dimanche, entre Bourges et Moulins.

La Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT demande que toute la lumière soit faite sur cet accident ; s'il s'avérait qu'une fois encore les règlements sur le temps de conduite et de repos ont été violés, le ou les employeurs responsables de cette situation devraient être sévèrement sanctionnés.

Combien faudra-t-il de catastrophes de ce genre pour que les pouvoirs publics prennent les mesures qui s'imposent afin que de tels accidents ne puissent se reproduire ?

Il doit être mis fin sans délai aux violations constantes et généralisées des réglementations du temps de travail, de conduite et de repos dans les transports, par des contrôles systématiques dans les entreprises et des sanctions contre les véritables responsables : les employeurs.

Une amélioration de ces diverses réglementations doit également être envisagée à court terme portant notamment sur :

- La réduction de la durée du travail,
- La prise du repos minimum journalier des conducteurs (11 heures) devant intervenir la nuit et comprendre obligatoirement la plage de temps située entre 0 h et 4 heures.

Enfin, la FGTE-CFDT tient à rappeler que, selon elle, rien ne peut justifier les transports scolaires de nuit.

## • Thiriet-Catin (La Baule)

### Après 4 mois d'occupation

La situation est toujours bloquée à l'usine Thiriet-Catin de la Baule, malgré une rencontre mardi entre les syndicats et les représentants de l'administration. (Les 160 salariés de cette usine de mécanique de précision occupent leur entreprise depuis quatre mois, après la mise en liquidation de biens de l'entreprise).

## • Université de Paris-Dauphine Les étudiants occupent les locaux administratif

Les étudiants grévistes de premier cycle de l'université Paris-Dauphine (Paris IX) occupent depuis mercredi matin les locaux administratifs. Le recteur de l'académie de Paris a requis le concours des forces de l'ordre, qui ont pris position autour de l'université.

Réunis en assemblée générale, près de 500 étudiants avaient décidé dans la matinée de reconduire leur grève contre l'instauration d'un examen comptant pour 50 % dans le contrôle des connaissances en première année, et dont les premières sessions doivent se tenir en février à Arcueil.

Après cette assemblée générale, les étudiants ont occupé les locaux de l'administration, en enfonçant les portes.

## RECTIFICATIF

A propos de l'article sur Stein-Industrie paru dans le quotidien de samedi-dimanche 20-21-1-78, quelques erreurs se sont glissées dans notre article.

Premièrement, nous avons laissé entendre qu'il y avait 1 000 personnes à la manifestation de soutien aux travailleurs de Stein, alors qu'il n'y en avait que 250 (il y avait 1 000 personnes devant les portes de la boîte).

Deuxièmement, les travailleurs de Flipo n'étaient pas là, contrairement à ce qui était écrit.

Troisièmement, il y avait 20 ouvriers et ouvrières de Deffienne venus renforcer la manifestation.

## • Henin Beaumont

# Porte close à la CFDT !

De nombreux exemples de manquements à la démocratie syndicale, au sein de la CFDT, ont déjà été relatés dans notre journal. Ces actions sont loin d'être isolées, comme en témoigne l'histoire de notre camarade.

Exclu de la CGT en janvier 1977, antistatutairement et antidémocratiquement, notre camarade qui travaillait à la Schwinn, à Henin-Beaumont, avait demandé son adhésion à la CFDT en février 1977. Le responsable lui avait alors répondu qu'il demanderait à ses « supérieurs hiérarchiques » car il avait reçu « des consignes à son sujet ».

En mars 1977, ne voyant toujours rien venir, bien qu'il ait rempli son bulletin d'adhésion, notre camarade eut l'occasion de se faire inviter à une réunion CFDT du secteur métallurgie d'Henin-Beaumont. On lui signifia que le bureau régional refusait son adhésion : motif inconnu... bien qu'il apparut clairement au cours de la discussion qu'il s'agissait de raisons politiques : l'« Humanité rouge » n'étant pas pour le « socialisme démocratique autogestionnaire ». Notre camarade fit appel au permanent CFDT régional, qui lui répondit qu'il n'avait aucune compétence en cette affaire et qu'il transmettrait

son appel à « l'organisme concerné ». Depuis, plus rien, ou presque...

Car notre camarade faisait l'objet d'une menace puis a été licencié en mai 1977, alors qu'il tentait, malgré la répression (flics, huissiers, etc.) d'organiser les ouvriers contre les 17 licenciements dont il était la tête de liste. On peut considérer que ces licenciements ont reçu la bénédiction des directions syndicales CGT-CFDT, puisqu'au moment de la lutte, les délégués n'ont rien fait

pour organiser les travailleurs, mais au contraire ont dévoyé leur mécontentement dans une « manifestation-enterrement » auprès des élus révisionnistes locaux. Et bien sûr, les licenciements ont eu lieu.

Mais notre camarade, tenace et convaincu du bien-fondé de l'action syndicale, demandait toujours son adhésion à la CFDT. A quoi on lui répondit que : vu qu'il était à présent au chômage, il n'avait qu'à créer un comité de chômeurs, on verrait après !

Cette petite histoire, si triste il faut bien le dire, a pourtant soulevé de vives protestations de la part des militants de base CFDT de l'usine et des confédérations alentour. Des démarches ont été entreprises par le secteur SGEN-CFDT pour rencontrer le responsable du secteur métallurgie d'Henin-Beaumont. Mais il n'est pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre et ces démarches sont restées sans réponse.

Correspondant HR



## GREVE AUX «NMPP»

La section syndicale CFDT des NMPP, 111, rue Réaumur, nous a adressé le message suivant :

« Depuis mercredi 18 janvier, une grève est suivie aux NMPP pour soutenir les deux revendications suivantes :

- Etalement des congés d'été sur quatre mois. Actuellement, l'étalement se fait sur cinq mois ce qui fait que dans chaque grille, un employé est contraint de prendre ses vacances au mois de mai.

- Attribution d'un troisième semaine de congé d'hiver.

Ces revendications concernent la catégorie employés. Présentées unitairement par la CFDT, la CGT, FO et la CRTC, en mai 1977, elles n'avaient reçu

jusqu'à l'assemblée générale du 18 janvier que des réponses dilatoires de la part de la direction.

Ces deux revendications ne constituent qu'un alignement partiel sur les acquis des ouvriers des NMPP. C'est une des raisons qui, suivant la décision de grève, a amené un mouvement de solidarité parmi les cyclistes des NMPP, provoquant un retard dans la diffusion des quotidiens du soir, le vendredi 20 janvier.

Actuellement la grève, suivie à 30 % à Réaumur et en totalité dans les annexes parisiennes, a été reconduite.

Les revendications se doublent d'une demande de paiement des jours de grève.

## • Nord VAGUE DE LICENCIEMENTS ET D'OCCUPATION D'USINE

Chez Lienart-Wallier (teinturerie à Tourcoing) : on parle de 40 licenciements sur 150 personnes.

Groupe Prouvost-Mazurel : 250 licenciements sont annoncés. L'atelier de Fourmies (90 personnes) devrait fermer. L'équipe de nuit de la Lainière des Francs (Tourcoing) doit être supprimée. Cette usine compte 700 salariés.

JAF (Tourcoing) : plus d'une vingtaine de licenciements sont annoncés. Il faut rappeler que ces licenciements interviennent après les 180 licenciements à la Lainière de Cambrai et les 150 à la Lainière de Roubaix.

La direction de la Lainière a par ailleurs annoncé son intention de racheter une filature alsacienne : les établissements Berglas-Kiener. La reprise devrait se faire moyennant 265 « suppressions d'emploi ».

À Mouscron, le groupe Motte (filature) a décidé de

fermer ses usines. Les 2 000 travailleurs menacés n'ont pas l'intention de se laisser faire. En effet, pour cette ville, le taux de chômage serait ainsi porté à 24 % de la population active.

A Stein-Industries (Lannoy), la grève avec occupation est dans sa deuxième semaine, pour le 13e mois pour tous, les 40 heures sans perte de salaire et 2 400 F par mois minimum.

A Schwartz-Hautmont, contre les licenciements, les 230 ouvriers occupent l'usine depuis le 4 janvier. Occupations également aux ateliers Saint-Christophe (Valenciennes), chez Flipo (Tourcoing), Jupiter (Denain).

Les travailleurs montrent ainsi, qu'à deux mois des élections, ils ne s'en remettent pas aux marchands de promesses mais s'en tiennent avec raison à la lutte classée contre classe.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## • Paris XVe

### Le flic qui a tué Philippe doit être inculpé

Dimanche après-midi, s'est tenue une réunion-débat organisée par les amis de Philippe Kadi. Philippe est ce jeune de 20 ans qui mercredi, 11 janvier, était froidement assassiné à 4 h du matin par un inspecteur de police, alors que deux de ses copains étaient arrêtés et envoyés en prison.

Philippe a été tué sous le prétexte de tentative de vol de voiture. Cela, les jeunes ne l'acceptent pas. Ce qu'ils veulent, c'est faire la lumière

sur la mort de Philippe. Les faits montrent qu'il ne s'agit nullement d'une « bavure » policière.

On ne compte plus les crimes commis par la police. Ce que veulent les jeunes du quartier, c'est informer les gens, c'est susciter un large mouvement qui exige l'inculpation du flic assassin. Les amis de Philippe se sont regroupés dans ce but et appellent au soutien pour que la lumière soit faite et le tueur inculpé.

Correspondant HR

### Des policiers au secours de criminels

Les Marchaudon et autres tueurs de la police qui au nom de la sécurité des Français n'hésitent pas à tuer sous le moindre prétexte, deviennent de plus en plus nombreux.

Leurs cibles principales sont les travailleurs immigrés et les jeunes. Le dernier en date de leurs crimes est celui de Philippe Kadi (voir article ci-contre)...

Malgré l'intoxication d'une certaine presse qui crie à l'insécurité et la répression les travailleurs condamnent le plus souvent ces crimes, et réclament l'inculpation et la condamnation des tueurs.

Ceux-ci sont protégés par la haute hiérarchie policière

et par le gouvernement. Non seulement les Marchaudon et ses émules ne sont pas poursuivis, mais dans certains milieux, de la police, ils sont considérés comme des « héros ».

Sous l'impulsion de la Fédération professionnelle indépendante de la police, organisation ultra-réactionnaire de flics vient d'être créé un Comité de soutien à Marchaudon. C'est là une nouvelle incitation au crime. Nous reproduisons le fac-similé d'un en-tête de pétition crapuleuse de la Fédération professionnelle indépendante de la police pour soutenir Marchaudon et les crimes policiers plus généralement.

## «Si la gauche gagne, il faut des ministres communistes» (Marchais)

# AU-DELA DES CHANGEMENTS DE TACTIQUE

« Si la gauche gagne, il faut des ministres communistes ». « Nous voulons des ministres communistes si la gauche gagne ». Ces deux phrases sont de Marchais. La première a été proclamée à Marseille, au week-end dernier. La seconde en début de semaine devant les journalistes bourgeois invités à déjeuner. Nul ne peut plus ainsi l'ignorer : les dirigeants du PCF veulent gouverner. Pour être bien sûr d'être entendu, Marchais précise : « Nous ne voulons pas soutenir un gouvernement socialiste, nous voulons participer au gouvernement ».

C'est la confirmation qu'au-delà des changements de tactique, les objectifs du PCF restent les mêmes.

#### MEMES OBJECTIFS

Beaucoup de commentateurs de la presse gouvernementale ou socialiste ont un moment affirmé que Marchais et ses acolytes ne voulaient pas gouverner la France.

Notre journal, par contre, a été un de ceux qui ont toujours affirmé que le rêve des dirigeants du PCF était de gérer une France dont le Programme commun de 1972 dit bien qu'elle restera un pays capitaliste.

Par exemple, au lendemain de la rupture de l'Union de la gauche, nous affirmions le 27 septembre : « C'est sur la question de la

gestion même du capitalisme que se heurtent les deux états-majors (PCF et PS). Voilà pourquoi la lutte est si rude ».

#### CE QUI LES OPPOSE

Nous affirmions aussi que le PCF ne voulait toutefois pas aller au gouvernement à n'importe quelles conditions : il lui fallait un certain poids face à son compère et rival, le PS : « Le PS compte avoir plus de voix, plus de députés et donc plus de pouvoir au gouvernement de gauche que le PCF. Le PCF compte s'appuyer sur tout l'appareil de permanents politiques et syndicaux (notamment CGT) qu'il a placés aujourd'hui dans les entreprises ».

Les faits sont venus confirmer que ce qui oppose

Marchais et Mitterrand, c'est avant tout un certain rapport de force au sein du gouvernement bourgeois.

Aujourd'hui, cette rivalité s'exprime de façon abrupte et sans fard. Plus question de se chamailler sur le nombre de filiales à nationaliser, sur le SMIC à 2400 F (le PS l'accepte d'ailleurs aujourd'hui). Toutes ces belles paroles sociales sont remises au second plan.

Au premier plan, la rivalité électorale : les dirigeants du PCF veulent 25 % des voix au premier tour. « Je l'ai dit : si la balance penche du bon côté, nous pourrions aboutir à un accord. Tout est possible, tout est donc ouvert », (Marchais le 23 janvier). Il faut souligner un mot : TOUT est possible, si...

#### UNE TACTIQUE PLUS SOUPLE ?

Sur le fond donc, rien n'est changé : depuis plusieurs années déjà, les dirigeants du PCF se sont lancés dans un processus qui, espèrent-ils, les amènera au gouvernement avec les Mitterrand et Defferre. La fameuse phrase de Marchais : « Nous n'avons pas de stratégie de rechange » reste toujours valable.

Mais selon les besoins du moment, les tactiques des dirigeants du PCF peuvent varier. Par exemple, le Programme commun de 1972 demandait moins de nationalisations que le Programme de Champigny du PCF, quelques années avant, c'était l'heure des concessions. Les dirigeants du PCF en sont arrivés à neuf nationalisations, seulement en septembre dernier.

Puis, ne pouvant pas, selon leurs intérêts, aller plus loin dans la concession, Marchais, après la rupture de septembre, s'est mis à injurier Mitterrand de tous les noms. Aujourd'hui, depuis le week-end dernier, si d'une part on radote toujours « le PS a viré à droite », on parle à nouveau à des « camarades socialistes »...

Pourtant, Mitterrand n'a pas changé de nature... Ce ne sont que des tactiques différentes. Mais l'objectif fondamental des dirigeants du PCF reste le même : « Nous voulons réussir avec les camarades socialistes une expérience originale et unique : c'est-à-dire une action commune au gouvernement... ».

## Les réussites du plan Barre

suite de la page 1

Il en est au fond de même pour l'indice des prix dont il est connu qu'il est truqué. Ces 0,3 % constituent, tout comme les chiffres sur la diminution du chômage, des chiffres pour les élections.

Barre veut faire croire qu'il a, pour l'essentiel, enrayer la hausse des prix. Or, dès le premier février, le prix de l'essence va encore augmenter. Il en est de même des produits laitiers. Les yaourts, les fromages frais et la crème fraîche augmenteront de 6,5 % dans quelques jours.

C'est aussi le cas d'autres produits (lampes électriques, les articles de maroquinerie, certains potages, les briquets à gaz, par exemple).

## Les licenciements qui tuent

Un ouvrier de Charleville-Mézières, Marcel Gély, s'est suicidé d'une balle tirée en plein cœur, samedi dernier, après avoir reçu une lettre de licenciement pour cause économique, comme 108 des 204 salariés de l'entreprise « Cochaux, Delaifour et Deville ».

Marcel Gély était receveur de pièces et travaillait depuis plus de trente ans dans cette entreprise. Il était père de quatre enfants.

Ce suicide est aussi à mettre à l'actif du plan Barre.

## • Pezenas (Hérault)

### Le PC et le PS approuvent l'augmentation des impôts locaux

La lutte des locataires des HLM de Castelsec est un témoignage de première importance en ce qui concerne très concrètement la politique de la gauche. Depuis plusieurs mois, les locataires luttent contre l'augmentation de 36 % des impôts locaux. Pour une municipalité de gauche, ce n'est pas mal.

Une pétition a circulé contre cette augmentation. Mais un locataire, responsable du PCF, refuse de la signer disant que cela porterait tort à la municipalité dont le maire est PS. Le frère de ce locataire est lui-aussi au PCF et appartient en plus au conseil municipal.

Non content de ne pas signer, ce locataire s'empressa de faire du porte à porte pour décourager les gens et les poussa à payer le plus vite possible.

Le PCF distribua aussi un tract aux HLM de Castelsec, tract où il expliqua que la municipalité n'est en rien responsable de l'augmentation de l'impôt. Le tract affirme même « que les communes sont vouées au rôle de collecteur d'impôts ». C'est tout juste s'il n'ajoute pas pour les banquiers, les capitalistes et les gros bourgeois.

Bien sûr, c'est avec colère que les locataires en lutte ont reçu ce tract. Mais le

pire, c'est qu'en bas du tract figurait bien sûr un bulletin d'adhésion au PCF et l'adresse à laquelle il fallait le renvoyer n'était autre que celle du responsable PCF de Castelsec, celui-là même qui avait refusé de signer la pétition et manœuvré contre les locataires en lutte.

L'assemblée générale des locataires a condamné sans réserve ce tract. Certains, malgré l'heure tardive, vou-

laient aller demander des comptes à ce monsieur responsable du PCF.

Ici, plus d'un travailleur, sympathisant du PCF ou même adhérent, a ouvert les yeux sur ce parti et sa politique.

Dans les escaliers, on entend souvent : « C'est grave, ça lui coûtera cher, on ne l'oubliera pas ! ».

D'après une lettre d'un lecteur, locataire des HLM Castelsec

## Sous le prétexte de l'enlèvement du baron Empain

### Quadrillage policier et manipulation de l'opinion

suite de la page 4

Plusieurs centaines de policiers ont fait, durant plusieurs jours, du porte à porte en Seine-et-Marne, dans les villes et villages, en présentant aux habitants la photo de Maupetit, le présumé tueur de Sucy-en-Brie et d'Empain.

La psychose ainsi créée est telle que de nombreuses personnes ont cru apercevoir Maupetit ou Empain là où ils n'étaient pas (certaines donnèrent par la même occasion de faux renseignements à la police). Des actes tels que les enlèvements permettent à

la bourgeoisie de manipuler l'opinion, d'accréditer la thèse de l'insécurité, de préparer les gens à une répression qu'elle envisage en période de crise contre tout mouvement de masse révolutionnaire. Ils lui permettent de justifier aux yeux des gens les crimes des flics assassins à la Marchaudon, qui créent eux véritablement l'insécurité.

Aussi condamnons-nous de tels actes, tout comme nous condamnons l'intoxication policière de la bourgeoisie.



policier Marchaudon lors de la reconstitution du meurtre du jeune Algérien, Mustapha Boukhezzer. Calme, souriant, très détendu, il se sent manifestement protégé. Le là le vrai usage du régime à l'égard des ressortissants étrangers.

FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE INDÉPENDANTE DE LA POLICE  
Dépot légal 16.811

A TOUS LES HONNÊTES CITOYENS

Administratif des adhésions

Bugue MARCHAUDON Brigadier de Police qui a été arrêté à son tour hors d'état de suivre Mustapha BOUKHEZZER, auteur de plusieurs agressions à main armée, vient d'être inculpé par le Juge d'Instruction CHAMPIGNY, d'HOMICIDE VOLONTAIRE.

C'est un comble !

Le 23 août 1977, alors que Mustapha BOUKHEZZER s'apprêtait à monter un HOLD-UP contre la Poste de CHARENTY-LE-VALENTIN (52), le Brigadier de Police Bugue MARCHAUDON, par son courage, a fait échouer cette action criminelle.

Maintenant, de nos jours, les bandits sont les policiers, les honnêtes gens démentés et les POLICIERS INCULPÉS !

Contre cette situation INADMISSIBLE, INACCEPTABLE et DANGEREUSE pour la protection de notre société, nous faisons un APPEL DE SOLIDARITÉ au Brigadier de Police Bugue MARCHAUDON.

Adressez les Pétitions-Dépêches de soutien, à la FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE INDÉPENDANTE DE LA POLICE, 11, rue des Epaves, 75004 PARIS (7<sup>e</sup> P.). N° 01 23.66.84.61 (CHIFFRE OR).

IMPRESA 19 314 LOCALITE

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## VAUCLUSE-Nord (3ème circonscription)

### LA SITUATION AGRICOLE

- Dissiper les préjugés
- Faire des propositions constructives

Le Vaucluse, et précisément la 3e circonscription Orange-Valréas, où se présenteront les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne est une région essentiellement agricole. C'est pourquoi notre campagne politique se fera non seulement dans les grandes villes, — Orange, Valréas-Vaison, — mais aussi dans les petits villages où nous pouvons toucher beaucoup plus les paysans et les ouvriers agricoles.

Sur le plan agricole, notre circonscription se divise en gros en deux régions :

— Une partie du Tricastin où la culture est essentiellement de la vigne qui produit du « Côte-du-Rhône » ;

— Et une région plus montagnarde où l'on pratique la polyculture : vigne, arbres fruitiers, un peu de cultures maraîchères.

Ces deux régions ne sont pas tout à fait homogènes : la première est plus favorisée que la seconde. Avec la production de vin d'appellation d'origine, certains paysans se sont enrichis et la superficie des exploitations, en moyenne, est plus forte que dans les autres régions du Vaucluse.

Néanmoins, 56 % des exploitations ont moins de 10 ha et ne cultivent que 21 % de la SAU (surface agricole utile) contre 15 % ayant plus de 20 ha et cultivant à elles seules près de

46 % de la SAU.

La seconde région est plus pauvre. La moyenne des exploitations est beaucoup plus faible : environ 76 % des exploitations ont moins de 10 ha, et pour la vigne, ne rentrent pas dans la zone « Côtes-du-Rhône ».

#### 1977 : UNE ANNÉE PARTICULIÈREMENT DIFFICILE

Cette année aura été une année particulièrement difficile pour les petits paysans. Les fortes pluies ont fait augmenter les coûts de production en sulfatage et la récolte en raisins de cava a été mauvaise en quantité et en qualité.

La production de cerises, de pommes a été presque nulle à cause du gel ; ce qui fait dire à de nombreux paysans que, finalement, production ou pas, ça ne change guère puisque lorsqu'il y a production, il y a mévente. En effet, en 1976, la cerise s'était vendue au-

dessous du prix de revient.

Des manifestations de mécontentement se sont faites jour, particulièrement chez les petits paysans, à propos de la chaptalisation\* : de nombreux contrôleurs des fraudes, venus contrôler les arrivages de raisin aux caves coopératives, se sont faits durement remettre en place et même bousculer.

Toutes ces difficultés actuelles et qui, à coup sûr, vont s'intensifier dans un prochain avenir, ne vont pas manquer d'accélérer l'exode rural et les difficultés des jeunes à s'installer. En 1967, dans le Vaucluse, il y avait 9,2 % de jeunes agriculteurs, trois ans plus tard, ils n'étaient plus que 8,5 %.

A ces difficultés se lie toute la politique de restructuration capitaliste à la campagne, favorisant les gros au détriment des petits.

#### L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS

Face à cela, nous devons soutenir clairement une autre alternative, une politique qui se crée sur la base d'un rapport de force concret autour de problèmes concrets.

Ce rapport de force ne pourra se créer que sur la



Des ouvrières agricoles du Vaucluse.

base des intérêts de la petite paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière.

Dans ce sens, nous proposerons des revendications sur les prix à la production pour une quantité donnée, favorisant avant tout les petits producteurs.

Nous dénoncerons les lois du marché capitalistes et toutes les spéculations du gros négoce, organisant la mévente et le gaspillage.

Face à la carence des organisations syndicales paysannes, dont le rôle se borne à faire, de temps en temps, des démarches auprès du préfet, nous proposons des formes de lutte efficaces, telles que l'occupation des terres d'un propriétaire qui veut expulser son fermier, ventes sauvages, etc.

Nous favoriserons l'unité des paysans avec les ouvriers et notamment les ouvriers agricoles, en expliquant leurs conditions de vie, leur situation précaire et l'intérêt de s'allier contre l'ennemi

commun : le système capitaliste.

Nous diffuserons un appel commun réalisé par des ouvriers agricoles et des petits paysans, allant dans le sens de la solidarité nécessaire entre les travailleurs de la campagne.

#### NOS PROPOSITIONS

Nous expliquerons aussi que toutes ces luttes, fragmentaires, partielles, devront nécessairement converger vers un même but : renverser le système capitaliste.

Expliquer la nécessité de renverser le système capitaliste, c'est montrer que toute réforme ou replâtrage restant dans le cadre des lois de profit et de rentabilité ne peuvent être voués qu'à l'impasse. C'est montrer que toutes les tentatives, peut-être pour certaines progressistes à une époque, de coopération, mutualisme, mise en place d'un office du

bié, réglementation des importations ont été complètement récupérées par le système, soit (et ça revient au même), ce sont des organisations au service des gros.

Nous expliquerons aussi tout l'intérêt et les avantages qu'auront les travailleurs de la campagne au socialisme avec une authentique réforme agraire. A travers ces explications, nous essayerons de dissiper les faux préjugés qui peuvent prévaloir chez certains petits paysans quant à la propriété des biens.

La réforme agraire, sous le socialisme, se fera pour eux et non contre eux. Elle fera appel à la coopération volontaire et non à la contrainte.

Dissiper les préjugés, faire des propositions constructives à court et à long terme, provoquer le débat sur ces questions, ce sera tout le sens de notre campagne.

(Suite page 7)

## Les candidats

### Pierre Joly candidat

Pierre Joly, tout d'abord prévu comme suppléant d'Arthur Chave, devient candidat titulaire. Originaire

d'Avignon, 30 ans, marié, un enfant. Il est petit-fils de paysan pauvre. En 1969, il arrête ses études



Arthur Chave et Pierre Joly.

et travaille un an sur la ferme de son grand-père, puis, il monte à Paris où il travaillera pendant cinq ans, comme ouvrier tuyauteur.

Son expérience de travail dans plusieurs petites usines de la région parisienne, puis à Rhône-Poulenc-Vitry, lui permet d'y voir plus clair dans son engagement politique.

Il mène activement le combat politique et syndical à Rhône-Poulenc où il est délégué, et c'est en 1975, au cours d'une lutte dure

contre les licenciements et le chômage technique que la répression s'abat sur lui et qu'il est licencié.

Sa femme, travaillant dans une autre usine et se faisant licencier au même moment pour raisons économiques, ils sont contraints de retourner à l'exploitation familiale.

Depuis deux ans, il a donc repris les terres de ses grands-parents où il cultive essentiellement la vigne (7 ha), à Faucon, petit village près de Vaison.

### Arthur Chave

Arthur Chave, petit paysan du Vaucluse à Entrevaux, il avait été naturellement choisi pour être notre candidat aux prochaines élections.

Ouvrier dans son jeune âge, puis petit paysan, il a travaillé durement pour élever sa nombreuse famille.

Il nous a déclaré : « Je ne pourrai me présenter aux élections à cause de ma ma-

ladie. Avec regrets, je serai obligé de restreindre mes activités militantes, avec regrets car je pense que la prochaine bataille politique doit être l'occasion de faire avancer d'une manière décisive les idées révolutionnaires et notre parti.

« L'unité de tous les marxistes-léninistes pour ces élections est un grand encouragement pour nous,

c'est pourquoi je soutiens sans réserve tous les camarades de l'unité ouvrière et paysanne qui se présentent aux élections et particulièrement, bien sûr ceux de ma circonscription ».

Demandez à nos militants le livre consacré à notre camarade Arthur Chave : « Rencontre avec un paysan français révolutionnaire », de Suzanne Bernard.

### Jacques Llop: suppléant

Jacques Llop, 23 ans, né à Orange, fils d'un travailleur immigré. Son père, combattant républicain espagnol, continua la lutte contre le fascisme en France pendant la Résistance.

Dès l'âge de 14 ans, il travaille sur les chantiers hors des périodes scolaires pour soulager le budget familial. Comme tous les jeunes, il est payé bien en dessous de sa qualification. Après trois ans de CET à Vedène, il travaille comme plombier-chauffagiste où il se heurte souvent à ses chefs. « À cette époque, j'ai beaucoup appris des travailleurs, surtout des travailleurs immigrés ».

C'est au service militaire qu'il prend contact avec le



parti et découvre le marxisme-léninisme : « Sincèrement, je retrouvais dans ses écrits toute la haine de classe longtemps méditée mais jamais exprimée aussi clairement. L'armée fut une période propice à l'étude ». Depuis juillet 1977, il est de retour « au pays » et travaille comme employé de commerce.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

10e ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

La Conférence nationale ouvrière (été 76)

## IMPORTANTE CONTRIBUTION POUR LE 3e CONGRES

L'objet d'ensemble qui était assigné à la conférence nationale ouvrière (CNO) issue du 2e Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui s'est tenue au cours de l'été 1976, c'était « le renforcement et la coordination des luttes politiques et syndicales menées par le parti dans les entreprises ».

Si, depuis la première conférence nationale d'édification prolétarienne de juin 1971, bien du chemin a été parcouru, si les cellules d'entreprise se sont multipliées et qu'un certain nombre de succès ont été enregistrés, il n'en reste pas moins que la progression de la prolétarianisation est considérée comme étant encore faible, c'est à dire que le contenu de classe des membres du parti est insuffisamment prolétarien et que cette faiblesse facilite la possibilité d'erreurs politiques, qu'il est plus perméable à la pénétration des idées et des in-

fluences bourgeoises qui sont largement dominantes dans la société capitaliste.

### UNE ÉTAPE DANS LA RECTIFICATION...

Ainsi cette conférence nationale ouvrière a été une étape dans la rectification de la ligne bourgeoise issue du 2e congrès du parti (tenu en mars 1975), qui avait momentanément abandonné le point de vue de classe prolétarien. Il s'agissait donc de remettre le parti sur les « rails prolétariens ».

Le processus de rectification avait été engagé par le Comité central dès septembre 1975. Le grand rassemblement national ouvrier du 14 février 1976 en fut une première manifestation publique, d'ailleurs tout à fait inséparable de la situation politique du pays, qui se manifestait par une période de luttes ouvrières et

paysannes importantes. Dans ces luttes, le parti a joué un rôle non-négligeable et parfois dirigeant (Orlane, Cepem...)

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France a soutenu la juste lutte des petits viticulteurs du Midi qui, comme à Montredon, ou bien en Corse à Aléria, se sont opposés par la violence de masse à la violence du grand capital. Il a renforcé son travail en direction de la petite paysannerie. Au cours même de la CNO a été rédigée une résolution sur la nécessité de l'unité ouvriers-paysans, alors que sévissait fortement la sécheresse et que la bourgeoisie se servait de cette situation pour accélérer l'élimination des petits paysans conduits à la ruine.

### ... DANS LA PRÉPARATION DU TROISIÈME CONGRÈS

La CNO a également été une enquête importante, pour la rectification, pour la préparation efficace du troisième congrès.

Le rapport politique présenté par le Comité central et adopté par la CNO, comprenait notamment une première autocritique des erreurs du deuxième congrès, autocritique rendue publique dans un document du Parti communiste marxiste-léniniste de France daté de septembre 1976 : le « Cahier rouge » No 12.

Sur la base de ce rapport politique, la CNO a apporté des analyses et de nombreuses suggestions tirées de l'expérience pratique, concrète, des cellules d'entreprise du parti. Elles ont confirmé le bien-fondé de la rectification. Elles ont également fait part de leurs exigences pour l'approfondissement de la ligne politique telle que l'analyse du PCF, qui ont été programmés pour le troisième congrès.

### ENTRAÎNER LES MASSES DANS L'ACTION

La création de cellules d'entreprise, était la principale préoccupation de la conférence nationale de 1971. Bien qu'étant toujours d'actualité, ce qui est surtout à l'ordre du jour, en 1976 c'est la capacité à ces cellules à entraîner les masses dans l'action, d'impulser l'action revendicative voulue ou souhaitée par la masse des travailleurs. Ceci tient compte notamment

nombreux ouvriers et de simples travailleurs. Cela montre l'importance du travail du parti marxiste-léniniste, cela montre qu'il faut développer le parti avec audace et non par un recrutement au « un par un ». Il faut à la classe ouvrière un parti marxiste-léniniste unique, pour être perçu par les travailleurs comme la seule force réelle d'opposition à la bourgeoisie (de droite et de « gauche ») un parti qui offre des perspectives et dans lequel il est nécessaire de s'organiser pour combattre efficacement le capitalisme et faire avancer le processus révolutionnaire !

### POUR UN SYNDICAT INDÉPENDANT DES PARTIS BOURGEOIS

La CNO a indiqué avec force que seule l'activité dans les syndicats offre la possibilité de liens, d'actions de masse du parti avec la classe ouvrière. Certes, tout comme le parti a besoin de la classe ouvrière, la classe ouvrière a besoin de son parti. Mais est-ce la seule organisation dont elle ait besoin ? Depuis longtemps, le PCMLF a tranché sur la nécessité absolue d'un syndicat de lutte de classe et sur le fait que les directions confédérales (CGT, CFDT, sans parler des syndicats jaunes, comme FO) non seulement s'y opposaient mais se plaçaient délibérément sur les positions de classe de la bourgeoisie.

Le choix d'être plutôt dans telle ou telle section syndicale, n'est pas indépendant de l'évolution de la situation politique, en l'occurrence de l'attitude des directions confédérales par rapport aux partis dits de gauche. Pendant toute une période, une bonne partie de la CFDT semblait pouvoir s'opposer à ce qui était alors appelé « l'Union de la gauche », si elle venait au pouvoir. Cela n'a pas été du goût de la direction confédérale qui s'est lancée dans une véritable chasse aux sorcières. Dirigeants CGT-CFDT parlent toujours d'« autonomie » des syndicats par rapport aux partis, pour pouvoir, après le choc causé par la rupture du Programme commun, mieux entraîner les masses qu'ils influencent dans le sens du soutien à la bourgeoisie de gauche.

Les marxistes-léninistes appuient et appellent à renforcer le courant d'opposition à l'inféodation vis-à-vis de la gauche : pour des syndicats, indépendants de TOUT parti bourgeois ; contre le sectarisme et l'autoritarisme des dirigeants révisionnistes,



Réaliser l'unité de la classe ouvrière : une tâche importante.

## ● VAUCLUSE

### Le prolétariat agricole

(Suite de la page 6)

Très nombreux dans notre région de culture maraîchère et de vigne, le prolétariat agricole représente sans conteste, la partie la plus exploitée des travailleurs de la terre.

On peut difficilement évaluer leur nombre car la plupart ne sont pas déclarés, mais on estime pour le Vaucluse qu'il y a environ 10 000 permanents et 15 à 20 000 saisonniers parmi lesquels beaucoup de femmes, des enfants et des immigrés. Quand la saison commence et que les patrons font signe, la police ferme les yeux, on ouvre toutes grandes les frontières et les milliers de travailleurs immigrés affluent, parfois par avions charters entiers.

Ils viennent avec des cartes de touristes ou d'étudiants ce qui permet ensuite de les refouler ou de les expulser facilement quand les travaux sont finis. On remarque que les Algériens, Tunisiens, commencent à s'organiser, ils parlent un peu le français, ils savent qu'il y a des lois et des syndicats, aussi les patrons préfèrent-ils maintenant faire venir des Turcs ou des Égyptiens recrutés par exemple par le centre culturel de l'ambassade française au Caire (c'est ça « l'aide » de la France au tiers monde).

Pour faire face à ce patronat de choc les ouvriers agricoles se sont organisés à la CFDT. Ils ont mené l'an dernier

une vaste campagne d'affiches où ils dénonçaient nommément un responsable de la FDSEA qui refusait toute augmentation de salaire en prétendant sans honte défendre ainsi les petits exploitants familiaux, alors que tout le monde sait que les petits paysans, ceux qui sont éliminés chaque année n'emploient pas de travailleurs permanents.

Quant aux relations avec le MODEF (dirigé par le PCF sur le plan national), elles sont de même ordre. C'est avec des adhérents du MODEF qu'il y a le plus de conflits du travail. Et de plus, les dirigeants du MODEF n'ont même jamais répondu aux lettres qu'on leur adressait. Une fois, l'an dernier, ils se sont adressés directement aux « camarades » de l'UD CFDT pour se plaindre du zèle des syndicalistes agricoles qui mettaient en difficulté certains de leurs adhérents en les attaquant au prud'homme.

Et alors, à qui la faute ? Est-ce parce qu'un gros patron paysan a la carte du MODEF en poche qu'il peut tout se permettre ? Les ouvriers agricoles font un travail dur et pénible, ils veulent être payés pour cela et voir tous leurs droits respectés par tous les patrons. Sur ce point, ils ont le soutien complet des marxistes-léninistes et de bon nombre de petits paysans qui connaissent bien eux aussi la valeur du travail.



Impulser la lutte de classe.

du fait que les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT, bien que de plus en plus discrédités, possèdent encore de fortes capacités de récupération. Ils jouent sur leur apparence d'organisations fortement structurées, ou se tributent encore de

pour la démocratie syndicale ; pour l'unité à la base et dans l'action ; pour que les travailleurs non-syndiqués aient leur place et que s'exprime la démocratie prolétarienne. Ce sont ces idées-forces qui ont été mises en avant.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## QUELQUES MEFAITS DES MINISTRES DE GAUCHE...

Aujourd'hui, alors que Marchais rappelle : « Si la gauche gagne, il faut des ministres communistes », que Mitterrand inaugure à Marseille une place Léon Blum, il est bon de rappeler certains faits : ce que firent Blum et Mitterrand pour la SFIO, ou Thorez pour le PCF, quand ils étaient ministres de gouvernements capitalistes.

Ce ne sont là que quelques exemples qui confirment que la SFIO hier et le PS aujourd'hui sont des partis de gouvernements bourgeois.

Quant au PCF, jadis révolutionnaire, d'erreurs droitières en erreurs droitières, sous la conduite de Thorez, Waldeck-Rochet puis Marchais, il deviendra peu à peu ce qu'il est aujourd'hui : un parti de gouvernement bourgeois lui aussi.

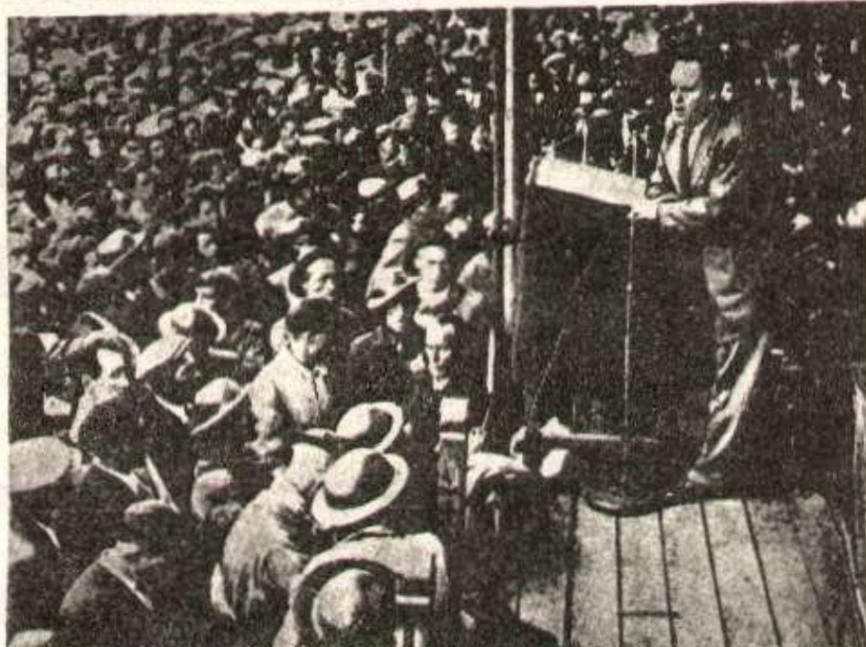
Nous soumettons ces cinq documents à la réflexion des militants de base du PCF et du PS : voyez- qui sont vos dirigeants...



1931 : en plein milieu des grèves ouvrières pour arracher aux patrons les avantages sociaux indispensables (semaine de quarante heures et congés payés par exemple) le gouvernement Blum appelle à négocier au plus vite pour que le mouvement ne s'étende pas : « Le gouvernement compte sur votre action personnelle pour faciliter les conversations entre patrons et ouvriers et pour éviter, par vos interventions la prolongation d'une situation qui doit être réglée légalement », écrit Blum aux préfets de police, le 5 juin. Notre photo : les grévistes d'une blanchisserie dorment dans leur usine occupée.



1936, alors que les ouvriers, non satisfaits des accords de Matignon, décident d'intensifier la grève pour obtenir plus, Thorez, le 11 juin déclare : « Il faut savoir consentir un compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications ». Sur notre photo, de gauche à droite : Blum, Thorez et Salengro (SFIO).



Le 22 juillet 1945, Thorez déclare devant les mineurs réunis à Maziers : « Produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe ». Ce qu'il « oublie » de préciser, c'est que le gouvernement auquel il participe est un gouvernement capitaliste. Et que dans un pays capitaliste, ce sont les monopoles qui tirent des profits du travail des producteurs...



1954, Mitterrand est ministre de l'Intérieur (chef des flics), quand il déclare à propos de l'Algérie : « La seule négociation, c'est la guerre ! » et « L'Algérie c'est la France ! ». En 1956, un autre socialiste, Guy Mollet, se verra voter les pleins pouvoirs par les députés du PCF pour mener au nom du gouvernement français une politique coloniale contre le peuple algérien. Pour finir, en 1958, Mollet sera de ceux qui appellent De Gaulle à prendre le pouvoir.



Un des autres exploits du ministre Mitterrand (onze fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République) : ministre des Anciens combattants, il licencie le quart des employés de son ministère alors en grève.